

États-Unis accepte-t-il maintenant que toute conférence convoquée pour discuter les questions en cause doit inclure le Vietcong?

Je pense aussi que la mission était désavantagée d'avance, étant présidée par le premier ministre du Royaume-Uni qui, même s'il a droit à tous les éloges pour avoir présenté un plan quelconque, n'aurait pas dû, à mon sens, être nommé président d'une mission pareille. Je doute même beaucoup qu'il aurait dû faire partie de la mission, par suite de l'attitude ferme qu'il a adoptée au Parlement du Royaume-Uni en faveur de la politique américaine sur le Vietnam. Il s'est rendu compte que ceux qui critiquent spécieusement les actes des États-Unis n'ont pas d'autre solution à proposer et que le retrait des États-Unis du Vietnam du Sud serait un danger pour nous tous qui croyons à la liberté partout dans le monde. C'est l'opinion du gouvernement socialiste du Royaume-Uni et c'est l'opinion que partage, dans l'ensemble, toute la terre.

Où allons-nous maintenant? J'avais espéré que le premier ministre aurait mis la Chambre sur la voie à ce sujet. Cette mission de paix est-elle morte ou se trouve-t-elle simplement dans un état de léthargie? Quelles autres mesures envisage-t-on pour répondre à la situation qui va de mal en pis? Depuis quelques jours, les États-Unis ont accru leur contingent au sein de la Force et, apparemment pour la première fois hier, ils ont attaqué le Vietcong de leur propre initiative. Cela ne peut qu'aggraver la situation et j'espérais que le premier ministre nous en dirait davantage, afin que nous puissions nous faire une idée de l'opinion des premiers ministres du Commonwealth au sujet d'une situation qui ne semble pas vouloir s'améliorer. Les derniers jours, en effet, ont été témoins d'initiatives menaçantes, menant fatalement à une escalade militaire qui terrifie l'univers.

Pour la Rhodésie, nous ne connaissons pas très bien l'attitude adoptée par le gouvernement du Canada. Le premier ministre a déclaré que, de l'avis général, on devrait convoquer une conférence, pourvu, apparemment, qu'on obtienne l'unanimité. Est-ce l'attitude adoptée par le Canada? Quels espoirs avons-nous de régler ce problème avant qu'il déclenche des événements terribles dans toute l'Afrique? Que deviennent les expressions grandiloquentes du communiqué publié l'an dernier au sujet de la Rhodésie?

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Tout semblait avoir été résolu raisonnablement et fondamentalement par le communiqué de l'an dernier, mais voilà que de nouveau le gouvernement britannique rentre en scène autant que jamais et, cette fois, rien dans le communiqué de cette année n'indique clairement et définitivement que le problème rhodésien sera résolu de façon juste et raisonnable pour les Blancs aussi bien que pour les Noirs.

Bien d'autres choses auraient pu être mentionnées et je dis en toute franchise au premier ministre que sur ces deux questions, la Rhodésie et la mission de paix, il n'a pas donné au Parlement les renseignements qui s'imposaient afin que les membres de la Chambre n'aient pas à s'en remettre entièrement aux communiqués.

Je ne puis que déplorer qu'à cause d'autres événements aujourd'hui, dont le dépôt du rapport de la Commission royale, une question aussi importante que celle de la situation actuelle du Commonwealth dans le monde n'ait pas fait l'objet de plus d'attention de la part du premier ministre.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, nous souhaitons tous la bienvenue au premier ministre de retour d'une conférence des premiers ministres du Commonwealth qui, je crois, a dû être très épuisante et très difficile.

Je suis déçu, je dois l'avouer, qu'il ne nous ait pas donné plus de renseignements en déposant ces communiqués, mais il se propose peut-être de nous expliquer plus à fond ce qui s'est passé à cette conférence lors de l'étude des crédits provisoires ou à un moment donné ces jours prochains. J'aurais souhaité qu'il soit moins indifférent et moins réservé quant à un certain nombre de questions d'un grand intérêt pour la Chambre et pour les Canadiens, comme le commerce au sein du Commonwealth, le secrétariat du Commonwealth et l'examen plus poussé de l'affaire rhodésienne.

Certes, le gouvernement devrait nous présenter une déclaration avant l'ajournement de la Chambre au sujet de la situation au Vietnam. La mission mise sur pied lors de la conférence des premiers ministres constituait, à mon avis, une initiative audacieuse et créatrice. On peut déplorer que le premier ministre de Ceylan, qui est souffrant, n'ait pu faire partie de cette mission. Les premiers ministres du Commonwealth se proposent, je l'espère bien, d'inviter un des premiers ministres asiatiques du Commonwealth à devenir membre de cette mission.

Monsieur l'Orateur, j'espérais que le premier ministre donnerait non seulement des